

Les enjeux sociétaux qui fondent notre action

■ AGIR POUR LA LIBERTÉ ET POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES PERSONNES

La liberté est une quête essentielle des êtres humains, une donnée de base de la démocratie et une exigence constitutionnelle ; elle n'est pas pour autant un fait naturel, elle s'acquiert et se construit progressivement. Elle est très souvent l'objet de compromis pour que tous et chacun puissent vivre de façon harmonieuse au sein de la société. Le politique, le travail, la culture peuvent être des champs d'activité humaine où cette liberté se constitue. L'éducation peut aussi être cela avec sans doute une spécificité par rapport aux champs précédents ; en effet, c'est souvent l'éducation qui, par son action et les clefs qu'elle fournit, ouvre des portes, donne accès au plus grand nombre, au politique, au travail et à la culture.

Si l'éducation peut être un formidable moyen d'enrichissement, d'émancipation, de socialisation, de solidarité, de fraternité, de justice, au même titre que le politique, le travail et la culture, le risque existe qu'elle soit considérée comme un moyen de domination, de coercition, d'aliénation, de conditionnement des personnes et des groupes, de formatage des esprits au service d'un système et d'une minorité de la société.

Les Ceméa, mouvement d'éducation nouvelle et d'éducation populaire, ont été créés justement pour prendre partie dans ces enjeux concernant l'éducation. Leur choix a toujours été clair. Mais un choix clair au niveau des idées et des valeurs n'entraîne pas nécessairement une cohérence constante entre celles-ci et l'action au quotidien. Il nous faut sans cesse vérifier cette cohérence face aux tensions, aux contradictions, aux enjeux divers que rencontre l'action de terrain au jour le jour. C'est la pédagogie qui est là directement concernée. Car c'est elle qui, par ses méthodes et ses outils, recherche la cohérence entre les idées et les actes et met en lumière, apporte la preuve de cette cohérence ou de ces écarts. En cela, la pédagogie, loin d'être une technique neutre est fondamentalement politique.

De ces positionnements éducatifs découlent des positionnements à caractère politique au sens de l'organisation et du choix de société. Nous l'avons déjà clairement affiché dans les congrès précédents. Nous réaffirmons aujourd'hui que nos engagements, nos valeurs, notre conception de

l'éducation et de la société nous inscrivent dans les courants et les combats de la gauche laïque.

■ LA LAÏCITÉ AU CŒUR DES ENJEUX SOCIÉTAUX

Des dimensions politiques

Depuis leur création, les Ceméa ont toujours pensé, défendu, argumenté, agi en considérant qu'un des éléments centraux de la liberté et de la mise en œuvre d'une éducation conduisant à celle-ci réside dans la laïcité. Celle-ci est un facteur essentiel d'émancipation et de libération des individus et de création de lien social.

Les textes fondamentaux des congrès de Caen, Toulouse, Strasbourg, Amiens, notre charte identitaire l'affichent clairement : « La laïcité, c'est l'ouverture à la compréhension de l'autre dans la connaissance des différences et dans le respect du pluralisme. C'est donc le combat pour la liberté d'expression de chacun et contre toute forme d'obscurantisme, d'aliénation, de discrimination, d'exclusion et d'injustice ».

Le congrès d'Aix-en-Provence le réaffirme solennellement : La laïcité devrait être une attitude générale vis-à-vis de l'ensemble des éléments permettant le fonctionnement d'une société. Or, elle est aujourd'hui remise en cause directement par ceux-là même qui dans leurs responsabilités d'Etat ont la mission de la garantir. Elle est aussi détournée par certains qui voudraient en faire un moyen de division, de ségrégation et d'exclusion de peur de l'autre, d'opposition entre les citoyens ; c'est-à-dire l'inverse de ce que sont ses valeurs.

Les Ceméa exigent de l'Etat et de l'ensemble des pouvoirs publics de respecter et de faire appliquer pleinement les principes qui fondent la laïcité : la liberté de conscience, la séparation des églises et de l'Etat, le libre exercice de tous les cultes et de l'athéisme, le respect des personnes et des droits humains et de la diversité culturelle.

Les valeurs de la laïcité associées à celles de l'éducation nouvelle nous font dénoncer l'utilisation de procédés de manipulation, de conditionnement et de prosélytisme tout particulièrement dans les actions éducatives. Ce sont donc des procédés et des méthodes que nous nous interdisons à nous-mêmes. Mais cela ne veut pas dire que les Ceméa sont neutres et n'ont pas de projets de transfor-



mation pour et avec les individus et pour et avec la société. Au contraire, ils ont comme objectifs à travers leurs actions, par la connaissance, la raison, la réflexion, l'acquisition de l'esprit critique, de permettre aux individus de se dégager des conditionnements idéologiques et dogmatiques, d'accroître leur autonomie et leur liberté, de développer leur « vivre ensemble » et d'agir au sein de la société pour plus d'égalité et de solidarité. Il s'agit là d'un projet et d'une volonté d'émancipation pour tous.

D'autres formes de conditionnement existent aussi

Les moyens de conditionnement collectif, de fabrication des « °prêts à penser » que combat la laïcité, ne passent pas seulement par les religions et les systèmes sectaires. Ils passent aussi par la publicité de masse qui conditionne les personnes, en particulier les enfants et les adolescents, à consommer tels ou tels marques et produits et à devenir des prescripteurs de tout premier plan vis-à-vis de leurs parents.

Ils passent par l'utilisation qui est faite des médias, du sport spectacle, de « la religion » du marché qui peuvent conduire à des conditionnements tout aussi aliénants que les dogmatismes religieux.

Nous connaissons le rôle très important de ces conditionnements au sein des groupes de jeunes, la force de distinction et de reconnaissance qu'ils ont réussi à construire dans l'intimité même de ces groupes et le risque que cela peut représenter pour tous ceux qui ne peuvent pas s'y conformer.

Aujourd'hui la laïcité a aussi sur ces questions là, de nouveaux défis à relever et nous devons décliner les moyens de les prendre en compte dans nos actions.

■ ÉGALITÉ, MIXITÉ, PARITÉ

L'égalité est aussi au cœur des combats laïques. La mixité, construite sur le respect et la considération mutuelle entre les garçons et les filles, a toujours été considérée comme un élément constitutif de cette égalité. Pourtant « l'école fut, jusqu'il y a peu de temps, un espace non mixte imposé, d'éducation de genre, un espace de formatage. On y apprenait aux hommes à se rassembler derrière un drapeau, et aux femmes à tenir la maison, à faire des enfants et à soigner leur mari ; imposant l'espace dit public aux hommes et reléguant les femmes à l'espace dit privé » (VEN n° 518). C'est pour modifier cette réalité sociale et le rôle de l'école que la mixité au sein de celle-ci, au sein aussi des centres de vacances et de loisirs, a été une revendication progressiste à laquelle les Ceméa ont fortement contribué. La mixité n'est pas à elle seule un outil d'égalité mais nécessite une

réflexion plus approfondie sur les rapports hommes/femmes.

C'est dans la recherche d'un mieux vivre ensemble que nous œuvrons, vers des modes de travail qui prennent en compte la diversité plurielle qui compose notre société.

Sur les questions de l'égalité, de la mixité, de la parité, il importe d'inventer, sans retard, des solutions concrètes.

Nous devons analyser les rapports de domination qui existent entre hommes et femmes, au sein de la société comme au sein de notre association. Nous devons transformer nos pratiques pour construire une mixité qui fondera plus solidement notre cohérence dans les combats que nous menons sur ces questions.

■ ÉCONOMIE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC, L'ALTERNATIVE AU TOUT LIBÉRAL

L'Économie sociale et solidaire

Nous réaffirmons notre appartenance aux valeurs « traditionnelles » de l'économie sociale en remarquant qu'avec l'apparition du mot solidaire, les champs de mise en œuvre de ces valeurs se sont élargis.

Si les structures de l'économie sociale et solidaire se situent dans le système, elles constituent une véritable alternative sur la question de la place de l'humain, une alternative à l'économie capitaliste...

En conséquence nous devons renforcer notre présence dans les différentes instances traitant de ce champ et mieux mettre en avant notre expertise.

La marchandisation

Dans la dernière période, beaucoup d'actions, de services, précédemment assumés par l'économie sociale et solidaire et les services publics se sont marchandisés. Le territoire de l'ESS et des services publics est en train d'évoluer. Il est primordial que certains secteurs d'activité, comme la santé, l'éducation ne soient pas soumis à la concurrence.

L'existence et les contraintes des règles du marché, ne doivent pas nous empêcher d'analyser la situation, d'élaborer des stratégies, de construire des manières de faire spécifiques. Nous devons nous fixer des règles éthiques, morales et politiques pour agir.

50 % de l'économie n'est pas « marchande » : il faut alors rendre cette partie visible, communiquer et former sur ces réalités...

Les services publics

Les Ceméa accomplissent une mission de service public... Il n'y a pas que la forme administrative



du service public qui définisse une mission de service public. Nous devons réfléchir à l'articulation entre les différents niveaux de services publics (local, départemental, régional, national...). Ces services publics doivent être accessibles à tous et garantir les mêmes droits : il ne doit pas y avoir de disparité territoriale...

Remarquons que le service public est un lieu de confrontation avec la mise en œuvre de politiques parfois contraires à nos valeurs en n'opérant que des actions de régulation.

L'évolution des politiques publiques

Concernant la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), la seule question qui rejaillit aujourd'hui, c'est celle de l'économie et des dépenses de l'Etat. Nous devons tenter de peser sur la détermination de ce que doivent être les services publics. L'existence des marchés publics et des critères d'évaluation du marché (technique, qualité, financier...) ne doivent pas nous faire oublier que l'appel d'offre n'est pas la seule forme de relation avec les collectivités locales. Il existe aussi les conventions pluriannuelles...

Ces modes de passation des marchés visent à mettre en concurrence frontale les services publics issus de la philosophie du programme du Conseil National de la Résistance et mis en place après la Libération. La notion de service public est particulière à la France et la mise en concurrence ne se pose pas de la même façon dans tous les pays de la communauté européenne. Nous sommes au début de la bataille pour que nos domaines ne soient pas soumis à la concurrence...

■ POUR UNE COOPÉRATION RENFORCÉE POUVOIRS PUBLICS/SOCIÉTÉ CIVILE

Les politiques éducatives territoriales occupent une place et jouent un rôle devenu incontournable dans le paysage éducatif français ; ceci parce qu'au-delà des démarches pionnières et défricheuses, au-delà du volontarisme de certaines collectivités locales et de beaucoup d'associations, les politiques éducatives territoriales sont encouragées explicitement ou implicitement par l'Etat pour des raisons liées entre elles :

institutionnelles et politique avec la décentralisation et la déconcentration, stratégiques de la part d'un Etat cherchant plus ou moins bien, à reprendre ses priorités, à installer des relations contractuelles au moyen de dispositifs faisant appel à des projets de territoire, opérationnelles avec, d'une part le développement par les collectivités de services publics territoriaux et des filières, qualifications et compétences pro-

fessionnelles qui en résultent, et, d'autre part, avec la richesse des savoirs faire des associations, budgétaires avec le désengagement de l'Etat et, en substitution et en complémentarité significative, avec l'implication croissante sur le plan financier des collectivités territoriales.

Dans ce contexte, sur des logiques que nous savons définitives (décentralisation, accroissement des compétences dévolues aux collectivités...) même si tout n'est pas encore stabilisé, nos ambitions nous conduisent à agir aux différents niveaux de territoire, du local (nous agissons à la fois en milieu urbain et en milieu rural et/ou suburbain) à l'international. Les militants ont ainsi la possibilité de resituer leur action concrète dans des enjeux de société globaux, qui aujourd'hui ne peuvent être pensés que nationalement pour certains, à l'échelle européenne voire au plan international pour d'autres. Tous ces espaces obéissent à des logiques très différentes. Afin de mettre en œuvre nos ambitions, il est donc nécessaire d'établir un état des lieux sur les territoires (locaux, régionaux, nationaux et internationaux) et de mettre en place un dispositif prospectif alliant le niveau national et régional, débouchant sur des actions et des partenariats concrets.

Dans ces domaines inséparables que sont l'éducation, la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la coopération avec les écoles, les collèges, les lycées, l'enseignement supérieur, la place des familles, les loisirs, la santé mentale et l'insertion, un très grand nombre de collectivités locales cherchent à faire vivre des politiques globales, ne serait-ce qu'en raison du poids des contraintes financières et budgétaires qu'elles supportent, de plus en plus seules. Elles cherchent également à y voir clair et à se positionner dans ce qu'elles perçoivent comme un foisonnement, une intrication, une superposition de potentialités, d'opportunités, de démarches, de préoccupations, d'urgences et de dispositifs. Par ailleurs, le projet des Ceméa s'inscrit dans une dimension d'éducation globale, un périmètre géographique donné et dans des logiques de construction partenariale. Il se construit ainsi, au niveau local, régional, interrégional, national, européen voire au-delà.

Cela nécessite de construire ou de consolider des espaces collectifs au sein du réseau. Dans ce cadre, l'intergénérationnel doit permettre une confrontation dynamique des fondamentaux, des pratiques, des acquis et des expériences.

Les évolutions structurelles de notre pays modifient donc le lien « au politique », « aux femmes et aux hommes politiques ». Pour faire alliance, il convient de soutenir les professionnels et les acteurs déjà engagés dans l'espace de lutte poli-



tique. Il faut valoriser auprès des élus, la richesse non marchande produite par l'association et sa capacité d'innovation et d'implication des acteurs civils. Pour une dialectique interne/externe en phase avec notre environnement, il est donc nécessaire de mener des actions et des expérimentations avec les habitants, les populations, qui viendront enrichir nos pratiques. Nous pouvons, nous devons ainsi adopter une posture de recherche, d'observation active et d'analyse critique pour construire des stratégies adaptées, en ayant conscience des enjeux, et travailler le lien entre le politique et le pédagogique.

■ L'INTERCULTUREL : UN CHOIX HUMAIN

L'interculturel concerne tous les domaines de l'activité humaine. Le culturel et le stratégique sont de fait inséparables pour donner une perspective au travail interculturel. L'expérience acquise depuis de nombreuses années permet de réaffirmer que les acteurs éducatifs et sociaux, les responsables associatifs, les décideurs politiques doivent être plus équipés pour appréhender, comprendre, problématiser et intervenir dans les relations interculturelles

Ainsi, l'approche interculturelle, loin des bonnes intentions, doit permettre d'articuler des situations globales et locales, interpersonnelles et sociétales, coopératives et conflictuelles. L'interculturel ne se situe pas seulement dans l'actualité de la rencontre, car, à la fois, il met en perspective et s'ins-

crit en amont dans l'éducation de base. Ceci nécessite un travail permanent sur la dynamique des constructions culturelles.

"Inter", "trans", "multiculturel", "diversité culturelle" sont des concepts de plus en plus usités. Les inégalités sociales, les processus d'éthnicisation, les postures de domination montrent que l'interculturel n'est pas que rapport à la différence. Depuis plusieurs années, ces questions sont devenues incontournables pour les acteurs de l'éducation. En effet, le milieu de vie influence et ce milieu change, la société bouge... La composition plurielle de la société et la mobilité européenne et internationale doivent s'inscrire aujourd'hui dans une conception des rapports humains où l'altérité est une valeur qui nécessite un apprentissage. Il nous faut donc aller de l'avant et dépasser la seule rencontre de l'autre, apprendre à connaître ses fonctionnements sociaux, ses lois, les règles qui régissent le vivre ensemble là où il se trouve et où il vit pour négocier et co-construire.

Un mouvement d'éducation et plus particulièrement d'éducation nouvelle, qui intègre ces questions depuis plusieurs années, se doit de développer des modalités d'actions concrètes sur la façon de faire vivre les relations entre les cultures. C'est pourquoi nous veillons notamment dans les formations et dans les outils pédagogiques à développer, à traiter la notion d'interculturel de manière transversale pour éviter l'enfermement dans une culture imposée.

